



“Le revenu moyen par personne au Maghreb atteindra 4.000 \$ en cas d’une plus grande intégration (Etude FMI)”

Une plus grande intégration entre les pays du Maghreb créerait un marché régional de près de 100 millions de personnes disposant chacune d’un revenu moyen d’environ 4.000 dollars en termes nominaux et d’environ 12.000 dollars en termes de parité de pouvoir d’achat (PPA), révèle une étude du Fonds monétaire international sur l’intégration économique des pays du Maghreb arabe.

Pour les auteurs de cette étude intitulée “l’intégration économique du Maghreb, Une source de croissance inexploitée”, cette intégration créerait un vaste marché intégré, c’est-à-dire un bloc de pays comparables en nombre à certains des pays les plus peuplés du monde, comme les Philippines, l’Egypte et l’Ethiopie.

“En 2017, le PIB cumulé du Maghreb dépassait 360 milliards de dollars, soit un chiffre analogue à celui de l’Afrique du Sud, des Emirats arabes unis ou de la Norvège”, souligne l’étude.

“L’intégration rendrait la région plus attrayante pour l’investissement direct étranger, réduirait les coûts des échanges intrarégionaux et des mouvements de capitaux et de main-d’œuvre, et améliorerait l’efficacité de la répartition des ressources”, ajoutent-ils.

Cela renforcerait aussi la résilience du Maghreb face aux chocs exogènes et à la volatilité des marchés, soulignent les auteurs de l’étude.

Une plus grande intégration augmenterait, également, la capacité de négociation de la région dans des domaines d’intérêt commun, selon les auteurs de cette étude, rappelant “qu’à l’heure actuelle, les pays du Maghreb négocient individuellement, souvent avec des partenaires commerciaux beaucoup plus importants (exp : accords de coopération avec l’UE), alors que la plupart des autres régions négocient en groupe.

Pour les auteurs, l’intégration régionale au Maghreb doit s’inscrire dans une stratégie plus large visant à s’ouvrir de façon plus générale à tous les partenaires commerciaux.

“Pour s’intégrer, les pays du Maghreb doivent fixer des objectifs d’action communs ” JOINT” -Jobs, Openness, Inclusion, Negotiations, Trade”-, recommandent les auteurs, appelant à la création d’emplois grâce à une plus forte croissance, l’ouverture du modèle économique de chaque pays, outre l’adoption d’une croissance inclusive permettant de répartir plus largement les bienfaits de la croissance.

Les auteurs de l’étude recommandent également aux pays de la région de négocier un nouvel accord d’intégration régionale et d’œuvrer en vue d’intensifier les échanges régionaux pour atteindre les objectifs tracés.

Ils ont, également, rappelé que la plupart des pays du Maghreb poursuivent dans l’ensemble des politiques macroéconomiques, notamment budgétaires et monétaires, saines, parfois avec le soutien de programmes du FMI et disposent déjà d’un stock substantiel d’IDE.

“Cependant, les infrastructures interrégionales sont insuffisamment développées”, souligne l’étude, rappelant que dans le Rapport sur la compétitivité mondiale 2017/18, “tous les pays du Maghreb, à l’exception de la Tunisie, sont classés en deçà de la moyenne mondiale en termes de qualité globale des infrastructures nationales (WEF, 2017)”.

Source : WMC